



lundi 23 octobre 2017

## ***Harcèlement sexuel : Lever l'omerta partout ... y compris au travail***

***Interpellé sur l'affaire Harvey Weinstein lors de son « Grand entretien », le 15 octobre sur TF1, Macron a versé une larme de circonstance sur les violences subies par les femmes au quotidien. Dans un élan de courage politique, il s'apprête ... à retirer à Weinstein sa légion d'honneur. Tremblez violeurs de par le monde ! Sûr qu'avec des amis comme Macron, les femmes n'ont pas besoin d'ennemis !***

### ***Police partout, justice nulle part***

Mis au pied du mur, Macron a promis une loi sur le harcèlement sexuel pour 2018. Au passage, il en a profité pour faire passer la pilule de la création d'une « police de la sécurité du quotidien », pourtant dans les cartons depuis longtemps. Mais qui peut croire qu'il sera mis un coup d'arrêt au harcèlement de rue grâce à plus de policiers dans le métro ? Quand bien même il serait possible de saisir « l'outrage sexiste » en flagrant délit – peu de chances –, que fera cette police qui, aujourd'hui, refuse si souvent de prendre les plaintes de victimes de viols, quand, à l'occasion, ce ne sont pas des policiers qui s'en rendent eux-mêmes coupables ?

Comme par hasard, pour Macron, c'est dans « les quartiers les plus difficiles », que se passerait l'essentiel du harcèlement ... C'est faux ! S'il y en a là comme partout, le multimillionnaire Harvey Weinstein ne sévit pas, qu'on sache, dans les ghettos pauvres de Los Angeles ! L'actualité récente et toutes les études montrent en réalité que harcèlement et violences sexuelles ont lieu dans tous les milieux. C'est cracher sur ce malaise quotidien des femmes que de l'utiliser comme prétexte à des fins sécuritaires et racistes pour renforcer les contrôles au faciès et les interpellations.

### ***#BalanceTonPatron***

Macron s'est gardé de pointer du doigt le fait que 25 % des agressions sexuelles ont aujourd'hui lieu au travail : une femme sur cinq est victime de harcèlement au cours de sa vie professionnelle. Là aussi, suite à l'affaire Weinstein et le fil twitter #MeToo (« Moi aussi »), la parole s'est libérée, en tout cas sur les réseaux sociaux. Jusqu'en France, avec #BalanceTonPorc. Un remarquable retour à

l'envoyeur, balancé comme un direct du droit, où des femmes racontent les violences et le harcèlement sexuels au travail, commis en général par un chef ou un patron. Et c'est au quotidien qu'elles ont à se défendre des mots obscènes, des mains aux fesses, des agressions ... et ce face à la hiérarchie, à la menace de représailles ou de la perte de leur emploi.

Quelle hypocrisie de la part du gouvernement, qui part soi-disant en guerre contre le harcèlement sexuel alors même qu'il vient de supprimer une des faibles garanties légales pour combattre, entre autres, le harcèlement : le CHSCT. Derrière la façade féministe, les gouvernements successifs ont une grande part de responsabilité dans le fait que les femmes sont payées en moyenne 24 % moins que les hommes, que le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture des centres IVG, que moins de 2 % des affaires de viols aboutissent à une condamnation, et l'on en passe.

En France, au 20<sup>e</sup> siècle, 84 000 femmes sont violées chaque année et les violences sexuelles font partie de leur vie quotidienne. La société capitaliste s'appuie sur cet assujettissement des femmes, l'utilise pour diviser les opprimés, les travailleurs et donc, en fin de compte, l'organise, avec l'appui des religions quelles qu'elles soient qui ont toujours rendu les femmes responsables du péché ... et aujourd'hui coupables de la sexualité des hommes.

Les femmes ne sont ni un gibier pour libidineux, ni un trophée qu'on ramasse quand on a le pouvoir. L'heure est à se défendre collectivement contre ces hommes en position de profiter du pouvoir conféré par une société d'exploitation, et à se battre, en tant que femmes et en tant que travailleuses, contre ce système qui carbure à notre asservissement. Un combat de tout le monde du travail !

### ***Le moment de réagir***

Depuis que la direction a parlé de « décroissance pilotée », les rumeurs vont bon train sur la fermeture. Mais pour l'instant, tout ce qu'on observe, c'est qu'on nous fait venir les samedis et qu'au lieu de la traditionnelle semaine 44 chômée, c'est plutôt l'épuisement qui nous guette. Alors c'est plus que jamais le moment de faire entendre notre colère, car PSA a encore besoin de la production de Saint-Ouen.

### ***Solidarité avec les 9 de Poissy***

Des camarades de Poissy sont venus jeudi dernier à Saint-Ouen pour nous alerter sur la répression anti-syndicale qui règne à PSA. Neuf militants de la CGT Poissy sont appelés à comparaître en Correctionnelle le 16 novembre devant le tribunal de Versailles pour fausse accusation de séquestration. À Mulhouse, à Valenciennes, la direction mène aussi des attaques tous azimuts. À chaque fois, c'est l'ensemble des travailleurs qu'elle veut mettre au pas, soyons solidaires de nos collègues.

### ***Cauchemar en cuisine***

Cela fait maintenant deux semaines que le self a été fermé sous le coup d'un arrêté préfectoral, en raison d'un risque grave concernant la santé publique. Cadavres de rongeurs, nids et excréments ... Les détails donnés sont écœurant. PSA, en tant que donneur d'ordre, et la société Compass sont responsables des conditions de travail des salariés du self avec sous-effectifs et pressions permanentes. Ils ont pour les salariés de PSA Saint-Ouen et pour les travailleurs de Compass le même mépris, pourvu que l'argent rentre.

### ***Inspecteurs des travaux finis***

La semaine dernière, un pré-audit a eu lieu sur l'usine : il s'agissait pour PSA de préparer un audit par une société extérieure qui doit avoir lieu en janvier. Après avoir reçu des consignes des chefs, on a donc du répondre à des questions visant à vérifier qu'on fait bien notre boulot, qu'on respecte le standard, pour savoir si le travail qu'on fait tous les jours depuis des années, est bien conforme à la vision qu'ils en ont depuis leurs bureaux.

### ***Info ou Intox***

Mercredi dernier, le Quart d'Heure Com' a eu pour unique sujet le Compte Personnel de Formation (CPF, qui remplace le DIF). La direction prétend informer les salariés de leur droit à la formation, mais continue surtout à nous mettre la pression pour qu'on aille voir ailleurs si l'herbe est plus verte ... On n'est pas de la pâte à modeler, prêts à se recycler dans

n'importe quoi. À l'usine on a un boulot, il n'y a aucune raison de le lâcher.

### ***Intérimaires et embauchés PSA, même combat***

Une grève a démarré jeudi dernier à Rennes : 60 intérimaires ont défilé dans les ateliers, soutenus par une vingtaine d'embauchés, pour revendiquer des augmentations de salaires et la prime de panier. Suite au mouvement de Rennes, d'autres intérimaires de Sochaux ont débrayé une heure pour des problèmes de paye. Ils ont pris l'initiative de militer pour mobiliser d'autres intérimaires et tenir une conférence de presse mercredi prochain.

La direction mise sur l'embauche de centaines d'intérimaires sur ses usines pour faire face à moindre coût à la hausse des commandes, elle risque le retour de boomerang.

### ***Le vrai gâchis c'est lui***

Le journal Le Monde évoque un rapport publié en octobre par le CAR (Centre pour la Recherche Automobile) qui évalue à 6 000 les salariés « en trop » à Opel. Dans le journal allemand *Die Welt*, Tavares vomit sa bile contre les ouvriers d'Opel, « *L'industrie automobile est toujours un secteur où il y a beaucoup de gâchis* ». On ne lui fait pas dire ! Des milliers de travailleurs licenciés et des millions de bénéficiaires nets accaparés par une minorité de parasites... Le voilà le gâchis !

### ***Les travailleurs n'ont pas de patrie***

Cela n'aura pas tardé, après plusieurs semaines de menaces, PSA a officialisé la première annonce de licenciements à Opel. 400 ouvriers de l'usine Opel-Vauxhall d'Ellesmere en Grande-Bretagne perdront leur emploi si PSA réussit à mettre sa menace à exécution. Chômage pour les uns, surexploitation pour les autres, voilà le projet industriel de PSA.

Gageons que les ouvriers anglais ne se laissent pas faire sans réagir et qu'une réaction à l'échelle de ce nouveau groupe survienne.

### ***C'est tous les jours Noël***

Mardi 17 octobre, l'Assemblée a voté les cadeaux 2018 aux riches : 3,5 milliards d'euros de rabais sur l'ISF, 1,9 milliard de réduction de l'impôt sur les revenus du capital, via un impôt forfaitaire. Qui dit mieux ? À cela s'ajoutent 10 milliards d'euros à rembourser aux actionnaires après l'annulation par le Conseil constitutionnel, début octobre, de la taxe de 3 % sur les dividendes.

Bizarrement, il y en a pour qui le gouvernement oublie soudainement ses histoires de trous ou de déficit quand il s'agit de remplir leurs poches.